



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220705-2022_43-DE

DÉLIBÉRATION

2022/43

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 5 Juillet 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

Etaient absents ou excusés : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

◆ ◆ ◆ ◆

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu les délibérations en date du 15 mars et du 05 juillet 2022 portant actualisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP);






Vu le précédent tableau des emplois modifié et actualisé par délibération du Conseil d'Administration du centre de gestion en date du 17 mai 2022;

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il précise qu'il y a une nécessité de créer des emplois pour tenir compte des demandes des collectivités et établissements affiliés, assurer le bon fonctionnement notamment des services Usages Numériques et Informatiques, remplacement, assurances statutaires, carrières et secrétariat général.

Il indique aussi qu'en cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Le Président propose de modifier le tableau des effectifs par la création de 5 postes permanents, dans la filière administrative, afin de satisfaire les demandes collectivités et répondre à leurs besoins.

Le Président propose la création des emplois suivants :

-  Un poste d'**archiviste itinérant et numérique**, à temps complet, au sein du service Usages Numériques et Informatiques, de catégorie B, pour assurer l'accompagnement des Collectivités Territoriales dans la gestion de leurs archives et leurs archives numériques.
Le poste est ouvert sur le grade de rédacteur territorial;
-  Un poste de **responsable d'arrondissements**, à temps complet, au sein du service carrières, de catégorie B, pour assurer l'animation d'une équipe et gérer les carrières des agents des collectivités affiliées et informer sur le statut.
Le poste est ouvert sur le grade de rédacteur territorial;
-  Un poste d'**agent de remplacement**, à temps complet, au sein du service de remplacement, de catégorie B, pour assurer la mise en œuvre des activités de la mairie ou de l'établissement public demandeur d'une mission, réaliser des missions temporaires attachées aux fonctions de secrétaire de mairie.
Le poste est ouvert sur le grade de rédacteur territorial;
-  Un poste de **secrétaire de direction et des conseils de discipline**, à temps complet, au secrétariat général, de catégorie B, pour assurer la direction du service et la gestion du conseil de discipline.
Le poste est ouvert sur le grade de rédacteur territorial;
-  Un poste de **gestionnaire des assurances statutaires**, à temps complet, pour participer à la négociation et à la définition des besoins de la collectivité en matière d'assurances statutaires et de Protection Sociale Complémentaire, conseiller et assister à la gestion financière et comptable de l'établissement;
Le poste est ouvert sur les grades de rédacteur principal de 2^{ème} classe, de rédacteur territorial et sur les grades d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe et d'adjoint administratif territorial;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L 332-8 du Code général de la Fonction Publique. Il devra justifier d'une formation sur un cursus administratif ou droit public, d'une expérience en collectivité territoriale et d'une bonne connaissance du fonctionnement et de la réglementation des collectivités territoriales. Les contrats relevant de l'article L 332-8 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée. Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ou du cadre d'emplois des adjoints administratifs, au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Grade : rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe, à temps complet

+ ancien effectif : 7 – nouvel effectif : 8

Grade : rédacteur territorial, à temps complet

+ ancien effectif : 11 – nouvel effectif : 16

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Grade : adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à temps complet

+ ancien effectif : 17 – nouvel effectif : 18

Grade : adjoint administratif territorial, à temps complet

+ ancien effectif : 22 – nouvel effectif : 23

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *ADOpte* la modification du tableau des effectifs ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 06 juillet 2022;
- *PRÉCISE* qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois permanents et non permanents, est annexé au présent document ;
- *PRÉCISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 5 juillet 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY